

L'«échec collectif» de l'immigration étudiante, le «cercle vicieux» du coût de l'immigration, la «nuit» des Afghans vers l'Europe, l'asile «hors contrôle», l'«appel d'air» de la régularisation... À intervalles réguliers depuis deux ans, un think tank distille des études sur l'immigration, livrant clés en main des éléments de langage à qui que voudrait agrémenter le débat public de considérations alarmistes. Avec un succès certain.

L'Observatoire de l'immigration et de la déémigration (OID) jouit d'une confortable exposition médiatique. Son directeur, Nicolas Pouvreau-Monti, est régulièrement convié sur les plateaux des médias de Vincent Bolloré, CNews ou Europe 1, mais il a aussi été plusieurs fois l'invité de Franceinfo ou du magazine d'actualité d'Arte, «28 minutes». Il obtient fréquemment la reprise de ses tribunes et publications dans *Valeurs actuelles*, *Le Journal du dimanche*, *Le Point*, *Le Figaro* ou encore *Marianne*. Le 31 août, François Bayrou, encore premier ministre, avait même dû répondre à l'interviewuse star du groupe Bolloré, Sonia Mabrouk, qui l'interrogeait sur les «34 points de PIB [produit intérieur brut]» que coûte l'immigration, selon un «organisme de référence»: l'OID.

Une consécration pour cette structure que personne ne connaîtait avant 2023. M. Pouvreau-Monti ne boude pas son plaisir. Ce trentenaire a pu quitter son poste de conseiller chez Accenture pour se consacrer à temps plein à l'OID. Lorsqu'il a fondé l'observatoire en 2020 avec «cinq copains», trois ans après avoir été diplômé de Sciences Po Paris, il savait qu'il y avait «une place à prendre dans le marché des idées».

A l'en croire, l'OID propose «une vision rationnelle et dépassionnée, fondée sur la rigueur scientifique et l'efficacité politique». Sur tout, il prend à rebours le «conservatisme qui relativise l'ampleur des flux», un prisme qui joutrait selon lui d'une «hégémonie» dans les débats d'experts. Experts qui, eux, constatent, déroutés, l'audience et la respectabilité acquises par l'OID. Affiliée à l'Institut convergences migrations (ICM), un établissement de recherche, l'économiste Flore Gubert se désole: «Leur force de frappe est impressionnante, alors qu'à l'ICM nous sommes 800 chercheurs et nous ne sommes pas audiés. C'est décourageant.»

Le constat est d'autant plus amer chez certains chercheurs qu'à force de se présenter sous les airs d'un «GIEC de l'immigration» (Paris Match, 5 janvier 2024), l'OID est confondu avec un organe scientifique... qu'il n'est pas. Car pour l'essentiel, il revisite des travaux de la statistique publique, souvent issus de l'Insee ou de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). «Ils sont complètement absents de la sphère académique», tient ainsi à souligner Jérôme Valette, économiste des migrations au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cépii).

FONDS PÉRICLÉS

Et si l'OID se prévaut d'un «conseil scientifique», un seul de ses membres, Gérard-François Dumont, est docteur en sciences économiques et a dirigé des thèses. Il est par ailleurs connu pour présider la revue natale *Population et Avenir* et avoir contribué à l'étude qui fit la une du *Figaro Magazine*, en 1985, sous le titre «Serons-nous encore français dans 30 ans?», accompagné de l'image d'une Marianne voilée. À l'époque, M. Dumont s'inquiétait, aux côtés de l'écrivain ultralibéral Jean Raspail, de l'écart entre la fécondité des Françaises et celle des «non-Européennes».

Parmi les quatre autres membres du conseil scientifique de l'OID, on trouve l'ancien diplomate Xavier Driencourt, qui préside

Le think tank qui fabrique la peur de l'immigration

Absent de la sphère académique, l'Observatoire de l'immigration et de la déémigration jouit d'une certaine audience dans l'espace public. S'il ne triche pas sur les chiffres, il les met au service d'une vision alarmiste de l'immigration

aussi le comité stratégique du magazine d'extrême droite *Frontières*: l'avocat et ancien conseiller sécurité de Valérie Pécresse, Thibault de Montbrial; l'ex-préfet Michel Aubouin, contributeur occasionnel du mensuel d'extrême droite *Causeur*; et l'ex-directeur général de la sécurité extérieure, Pierre Brochand, à qui l'on prête d'avoir conseillé Eric Zemmour pour peaufiner son programme de la présidentielle en 2022.

De quoi orienter la «science» diffusée par l'OID, dont on sait mal comment il se finance. «Je ne ressens pas le besoin de transparence», évacue M. Pouvreau-Monti à ce sujet, mentionnant vaguement «plusieurs centaines de donateurs». On sait pour sûr qu'il bénéficie depuis 2023 du fonds Périclès, du millionnaire réactionnaire et partisan du rapprochement entre la droite et l'extrême droite, Pierre-Edouard Stérim. L'ambition du fonds est sans ambiguïté de «transformer durablement la politique et sociale française».

M. Pouvreau-Monti, lui, est convaincu qu'il faut un mandat présidentiel pour entreprendre des «grandes manœuvres» en matière d'immigration, qui passent par une réforme de la Constitution ou la dénonciation de la Convention européenne des droits de l'homme. Peu étonnant pour celui qui était membre, à Sciences Po, de l'association souverainiste Critique de la raison européenne, fondée par Alexandre Loubet – aujourd'hui député Rassemblement national (RN) de la Moselle et conseiller spécial de Jordan Bardella – et dont a également été membre Sarah Knafo, députée européenne Reconquête!

«On voit monter la défiance vis-à-vis du politique qui fait semblant de pouvoir, en même temps qu'on voit monter une crise de l'intégration. Le risque, c'est la rupture démocratique. Il y a urgence», déroule M. Pouvreau-Monti. Pour convaincre, il a été à l'école des conservateurs américains, en tant que lauréat de la bourse Tocqueville, fondée par un autre partisan de l'«union des droites», proche de M. Stérim et «conseiller opérationnel» de Périclès, Alexandre Pesez. A ce titre, il participe en 2019 à un voyage aux Etats-Unis, où il est formé au «passage médiatique et à la levée de fonds».

Pour marteler ses idées, l'OID s'appuie sur des «chiffres belliens»: 66 % des étudiants étrangers n'obtiennent pas leur licence en trois ans, seuls 34 % des immigrés arrivés en 2023 occupaient un emploi en 2024, ou encore 580 millions de personnes dans le monde sont éligibles au droit d'asile en France. Pour s'en faire l'écho, outre ses relais médiatiques, M. Pouvreau-Monti se targue d'avoir une «surface de contact» qui va du bloc central à l'extrême droite, et il voudrait bien «mettre un pied à gauche».

L'OID a été reçu par le cabinet de Gérald Darmanin quand celui-ci était Place Beauvau, et Bruno Retailleau, alors ministre de l'intérieur, ne l'a pas moins bien traité. En novembre 2024, sur invitation d'élus Les Républicains, le think tank organise une conférence à l'Assemblée nationale et une autre au Sénat, sur le thème de la «crise de l'asile».

Quelques mois auparavant, en avril 2024, M. Pouvreau-Monti était reçu à la direction générale des étrangers en France, l'administration centrale chargée des immigrés, pour animer un «petit déjeuner» en présence d'une vingtaine de membres du personnel, dont le directeur lui-même, ainsi que des chefs de bureaux et autres chargés de mission, sur le thème «L'immigration en France aujourd'hui. Un état des lieux». «Le contenu de l'intervention a été très mal perçu, rapporte néanmoins une source interne à l'administration. On l'a fait remonter en disant, en substance, plus jamais ça.»

«APPROXIMATIONS» ÉCONOMIQUES

Pas de quoi faire croire le vernis de respectabilité de l'Observatoire qui s'offrait en juin, en signature d'une note sur les Afghans, la contribution du directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Didier Leschi. Le préfet chevènement présente, dans cette parution, l'immigration afghane comme un «phénomène massif», constitué de «jeunes, masculins, peu scolarisés», au «conservatisme social (...) difficilement compatible avec les valeurs françaises».

«On s'est croisé avec Didier Leschi sur cette idée, se souvient M. Pouvreau-Monti. Et on est allé voir la Fondapol», un think tank qui a coédité l'étude de 35 pages. Interrogé sur le parti pris idéologique de l'OID, M. Leschi souligne au contraire l'excellence de leurs notes. «Ils s'intéressent aux effets sociaux de l'immigration que les chercheurs de gauche étudient, valorise le haut fonctionnaire. Et personne ne les prend en défaut sur les ordres de grandeur.»

Une assertion partiellement vraie. Le démographe François Héran, qui a occupé la chaire Migrations du Collège de France, a à l'us 38 notes de l'OID. Il relève «des biais de méthode, permettant de grossir les ordres de grandeur», comme le fait de citer des chiffres absolus de migrants sans jamais les rapporter à la population des pays d'accueil. Ainsi, M. Leschi parle d'une «nuit afghane vers l'Europe» alors que «les demandes d'asile des Afghans cumulées entre 2014 et 2024 totalisent 21 personnes pour 10 000 habitants», relativise M. Héran. La même étude présente la France comme le «pays de l'asile afghan». Or, «sur les 929 200 Afghans enregistrés comme demandeurs d'asile dans l'Union européenne dans la même période, 11 % l'ont été en France, 39 % en Allemagne».

M. Héran égénie les exemples. En janvier, *Le Point* dévoile une étude de l'OID selon laquelle 580 millions de personnes dans le monde pourraient obtenir l'asile en France. Le RN relaie cette extrapolation dans une campagne d'adhésion. Pourtant, «80 % des déplacés externes dans le monde restent dans les pays limitrophes», rappelle M. Héran, qui note qu'un think tank britannique avait déjà estimé les demandeurs d'asile potentiels à plus de 700 millions, mais... pour le Royaume-Uni.

De même, dans sa note intitulée «L'immigration dans les territoires. Quinze ans de

bouleversement (2006-2021)», l'OID s'alarme d'un «basculement» des communes du Grand Ouest, où la présence immigrée a doublé. «Or, les données de l'Insee montrent qu'à l'échelle régionale il s'agit le plus souvent d'un passage de 2 % à 4 % ou de 3 % à 6 %.» «Le message martelé par l'OID est tout sauf «dépassionné», conclut le chercheur. La France serait «débordée» par l'immigration.» Pourtant, «selon les données de l'OCDE ou de l'ONU, la France se situe au 35^e rang dans le monde par la proportion d'immigrés et au 17^e rang de l'Europe occidentale».

En matière économique, les pantunes de l'OID suscitent les mêmes réticences au sein de la communauté scientifique. Le think tank insiste régulièrement sur la dégradation des comptes publics causée par l'immigration, en citant un chiffre de l'OCDE selon lequel les immigrés ne financent que 86 % des dépenses publiques qui leur sont affectées. «Ce chiffre est vrai, réagit l'économiste Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'OCDE. Mais pour les natifs, c'est 96 %. Donc les natifs non plus ne financent pas la totalité des dépenses publiques qui leur sont affectées. Et comme ils représentent 90 % de la population, ce sont eux qui créent le déficit public.»

Economiste au Cepii, Lionel Ragot épingle à son tour les «approximations» de l'OID selon lequel si les immigrés avaient le même taux d'emploi que les natifs, le gain pour le PIB français serait de 3,4 points. «Pour obtenir ce chiffre, ils considèrent que le taux d'emploi des immigrés et de leurs descendants augmenterait de 3,6 points s'il rejoignait celui des personnes sans ascendance migratoire et ils reportent cette augmentation au PIB», résume M. Ragot. Or, ce n'est pas parce que la population active augmente de 3,6 % que le PIB va augmenter de 3,6 %. Il faut considérer le nombre d'heures travaillées et pondérer ce volume par un indice de capital humain reflétant la qualité du travail. Ensuite, le taux de croissance du PIB doit être pondéré par la part de la rémunération du facteur travail dans le revenu national. Le chiffrage de l'OID apparaît donc largement surestimé.

Dans une autre étude, l'OID évalue cette fois à 41 milliards d'euros le coût net de l'immigration, en partant d'un coût brut estimé à 75 milliards d'euros, auquel le think tank retranche les impôts et les cotisations sociales versées par les étrangers. «Non seulement on ne sait pas comment ils obtiennent ce chiffrage des recettes, mais en outre cela voudrait dire que les étrangers ne contribuent qu'à hauteur de 45,3 % aux dépenses publiques qui leur sont consacrées, analyse M. Ragot. Or, dans l'étude sur l'impact de l'immigration sur l'économie française, l'OID reprenait le ratio de 86 % de l'OCDE. La différence est énorme et à l'arrivée, les immigrés coûtent beaucoup plus cher.» Le mal est fait. Les chiffres s'instillent dans le débat public. Représenter sur les plateaux télé et dans les journaux. A l'ère de la post-vérité, la croyance a gagné sur la réalité des faits. ■

JULIA PASCUAL